BDC
L'entrepreneur d'abord

DÉCEMBRE 2011 — JANVIER 2012

LETTRE économique

LE CANADA EST-IL MOINS DÉPENDANT DES ÉTATS-UNIS QU'IL NE L'ÉTAIT ?

Le Canada a mieux traversé la dernière récession que les États-Unis. Le recul du PIB réel y a été moins prononcé et, toutes proportions gardées, le Canada a subi bien moins de pertes d'emplois que son voisin et les a rapidement récupérées. Il faut dire que l'effondrement du secteur immobilier américain n'a pas eu d'équivalent au Canada : les prix ont certes reculé dans ce secteur au pays, mais la baisse a été insignifiante par rapport à celle qui a été observée aux États-Unis. La vigueur de la demande intérieure et la remontée du prix du pétrole a permis à l'économie canadienne de redémarrer, alors que la reprise est encore fragile au Sud de la frontière, et le restera probablement jusqu'à ce que le secteur immobilier se rétablisse. Dans quelle mesure le Canada peut-il progresser si les États-Unis continuent à tirer de la patte ? Sommes-nous toujours aussi dépendants de nos voisins ?

De nombreux indicateurs peuvent nous aider à répondre à cette question. Tout d'abord, nos marchés à l'exportation sont mieux diversifiés qu'avant. En effet, la part des exportations canadiennes destinées aux États-Unis est passée de 87 % en 2001 à 75 % en 2010, alors que les parts de l'Europe et de l'Asie doublaient presque au cours de cette période. Le nombre d'établissements canadiens qui exportent dans des pays autres que les États-Unis a beaucoup augmenté au cours de la décennie. Ces établissements représentaient 29 % de la population des exportateurs en 2001, comparativement à 43 % en 2009. Et la part des établissements qui exportent exclusivement dans des pays autres que les États-Unis est passée de 12 % à 20 % au cours de cette période.

Au niveau provincial, la Colombie-Britannique a vu la part de ses exportations vers les États-Unis fondre au cours de la dernière décennie, passant de 70 % en 2001 à 45 % en 2010, à la faveur des pays asiatiques (voir le tableau). Le développement de la Chine, notamment, dont la demande pour les matières premières a explosé, a profité à la province en raison de sa situation géographique et de l'abondance de ses ressources naturelles. Le Québec a également réduit significativement la part de ses exportations vers les États-Unis, grâce à la diversité de ses produits d'exportation. En revanche, les États-Unis demeurent la destination principale des provinces qui exportent surtout des produits énergétiques, tels que Terre-Neuve et Labrador, le Nouveau-Brunswick et l'Alberta. Ces provinces sont toutefois davantage vulnérables aux fluctuations du prix du pétrole, déterminé au niveau mondial, qu'au ralentissement de l'économie américaine. ▼

Canada

- Le PIB réel rebondit
- L'emploi recule une deuxième fois
- Le solde commercial passe d'un déficit à un excédent
- Les mises en chantier diminuent légèrement
- Les profits des entreprises devraient se stabiliser

États-Unis

- L'emploi continue à progresser
- Le marché de l'habitation reste stable
- La confiance des consommateurs rebondit

Les taux d'intérêt

Le taux directeur devrait rester inchangé jusqu'en 2013

Pétrole et dollar canadien

Conditions du crédit

Indicateurs clés

La lettre économique mensuelle de BDC est produite par le service Stratégie et développement corporatif. Elle s'appuie sur des données économiques provenant de diverses sources publiques. La présente lettre est fondée sur les données parues avant le 3 décembre. Le lecteur est l'unique responsable de l'usage qu'il fait de ces informations.

© 2011 Banque de développement du Canada

1 888 INFO BDC | bdc.ca

Par ailleurs, l'appréciation du dollar canadien et l'intensification de la concurrence des pays émergents ont entraîné une réduction importante du secteur manufacturier canadien, dont la part dans la production totale est passée de 18 % en 2000 à 13 % en 2010. Or, le secteur de la fabrication est celui qui regroupe le plus grand pourcentage de tous les établissements exportateurs (41 %) et c'est celui où la valeur et le volume des exportations sont les plus élevés. Par conséquent, l'importance des exportations dans la production économique a également diminué : le poids des exportations dans le PIB réel a reculé, passant de 44 % en 2000, à 34 % en 2010.

Les indicateurs que nous avons examinés nous permettent de conclure que, dans l'ensemble, le Canada est moins dépendant des États-Unis qu'il ne l'était au début des années 2000. Cette tendance devrait se poursuivre dans les prochaines années. Pour le moment, cependant, le pays de l'oncle Sam demeure notre principal partenaire commercial, et loin devant les autres, puisqu'il absorbe les trois-quarts de nos exportations. Par conséquent, si la reprise américaine ne se raffermit pas, l'économie canadienne en souffrira sans l'ombre d'un doute. ■

Part des exportations destinées aux États-Unis (%)

	2001	2005	2010
Colombie-Britannique	70	65	45
Saskatchewan	59	70	63
Manitoba	79	75	64
Québec	85	81	68
Terre-Neuve et Labrador	64	73	70
Île-du-Prince-Édouard	89	80	72
Nouvelle-Écosse	83	80	74
Canada	87	84	75
Ontario	93	89	80
Alberta	89	89	86
Nouveau-Brunswick	89	91	87

Source : Industrie Canada

CANADA

Retour

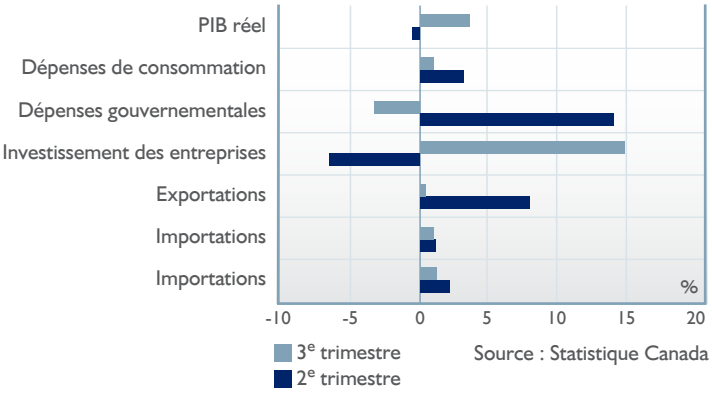
Les données des comptes nationaux confirment, comme prévu, que le recul de la production au deuxième trimestre n'était que transitoire. En effet, le PIB réel a rebondi au troisième trimestre, grâce à la vigueur des exportations qui ont repris le terrain perdu au trimestre précédent, et même davantage. Cela dit, la croissance du PIB réel depuis le début de l'année demeure modérée et devrait le rester au cours des prochains trimestres. Par ailleurs, l'emploi a reculé pour le deuxième mois d'affilée. Toutefois, la baisse est limitée et concentrée dans une seule province, de sorte qu'elle pourrait bien être renversée le mois prochain.

Le PIB réel rebondit

Après avoir reculé de 0,5 % au deuxième trimestre, le PIB réel a rebondi au troisième, à un rythme annuel de 3,5 %. On s'attendait à ce que la croissance des exportations, perturbée par des événements particuliers au deuxième trimestre, tels que les feux de forêt en Alberta, qui ont ralenti la production de pétrole, et le tsunami au Japon, qui a causé la baisse de la production de véhicules et de pièces automobiles, rebondissent au troisième trimestre, ce qui s'est effectivement produit. Les exportations ont progressé de 14,4 % et les importations ont reculé de 3,2 %. Les dépenses de consommation et les dépenses gouvernementales ont augmenté à des rythmes légèrement inférieurs à ceux du trimestre précédent. En revanche, l'investissement privé est demeuré pratiquement inchangé au troisième trimestre. De fait, une forte hausse de l'investissement en construction résidentielle a été annulée par le recul de l'investissement en machines et en matériel. Il faut dire que la croissance de cette dernière composante avait été particulièrement élevée au deuxième trimestre.

En moyenne, le PIB réel a progressé de 1,5 % au deuxième et au troisième trimestres, une croissance somme toute assez modérée, conforme aux attentes des prévisionnistes.

Croissance du PIB réel et de ses composantes

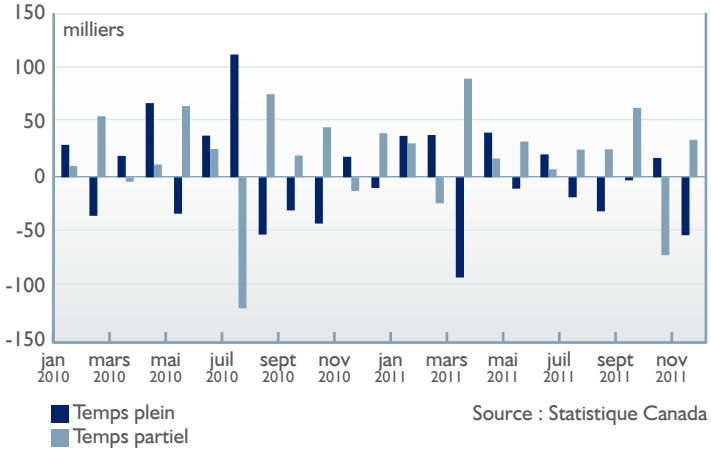


Source : Statistique Canada

L'emploi recule une deuxième fois

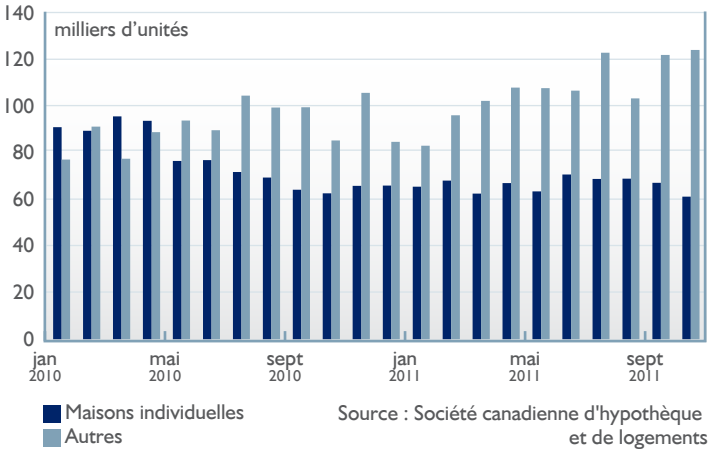
L'emploi a reculé pour une deuxième fois d'affilée en novembre, mais la baisse a été moins prononcée cette fois, soit 18 600 pertes contre 54 000 en octobre. Des gains de 34 600 postes à temps plein ont été plus que contrebalancés par 53 300 pertes d'emplois à temps partiel. Le taux de chômage a progressé de 0,1 point de pourcentage pour se fixer à 7,4 %. Le recul de l'emploi en novembre a été principalement concentré au Québec. La province a perdu 30 500 emplois, effaçant tous les gains réalisés en un an. Les pertes ont eu lieu dans le secteur des services, notamment le commerce de détail et de gros. Il ne serait pas surprenant de voir un renversement de la situation en décembre, alors que la saison des fêtes battra son plein. ▼

Variation mensuelle de l'emploi



Source : Statistique Canada

Mises en chantier dans les centres urbains



Source : Société canadienne d'hypothèque et de logements

Le solde commercial passe d'un déficit à un excédent

Une hausse de 4,2 % des exportations combinée à un baisse de 0,3 % des importations ont fait passer le solde commercial d'un déficit de 487 millions de dollars en août à un excédent de 1,2 milliard de dollars en septembre. Les exportations ont augmenté dans la plupart des secteurs et leur hausse est principalement attribuable à celle des prix, les volumes n'ayant augmenté de que 0,3 %. Les importations ont reculé principalement dans le secteur de la machinerie et de l'équipement et dans celui des produits de l'automobile. La baisse s'explique entièrement par le déclin des volumes, les prix ayant augmenté.

Les mises en chantier diminuent légèrement, mais restent élevées

Le nombre de mises en chantier a légèrement diminué, passant de 208 800 unités en septembre, à 207 600 en octobre. La baisse est due au recul des mises en chantier de maisons individuelles dans les centres urbains (-9,0 % en octobre par rapport à septembre) alors que les mises en chantier de logements collectifs augmentaient de 1,7 %, après une forte croissance de 18,1 % en septembre. La SCHL continue de prévoir que la croissance des mises en chantier ralentira dans les prochains mois, afin de mieux refléter l'évolution démographique au pays.

Les profits des entreprises devraient se stabiliser

L'indicateur avancé de la rentabilité industrielle (IARI) du Conference Board a diminué en octobre pour le 4e mois d'affilée, mais à un taux proche de zéro (-0,06 %), ce qui laisse croire que la tendance pourrait bientôt s'inverser. Comme en septembre, 26 des 49 industries couvertes par l'indice ont enregistré des baisses en octobre. Celles-ci ont cependant été en bonne partie contrebalancées par des hausses importantes ailleurs, en particulier dans plusieurs industries de la fabrication. Alors que le mois passé les résultats annonçaient un recul des profits des entreprises dans les prochains 3 à 6 mois, les données d'octobre indiquent plutôt que les profits baisseront d'ici la fin de 2011 et stagneront au début de 2012. Les statistiques financières des entreprises publiées par Statistique Canada font état, quant à elles, d'un léger repli de 0,5 % des bénéfices d'exploitation des sociétés canadiennes au troisième trimestre par rapport au trimestre précédent, qui les situent à 63 milliards de dollars, un niveau inférieur à celui qui prévalait avant la récession. ■

ÉTATS-UNIS

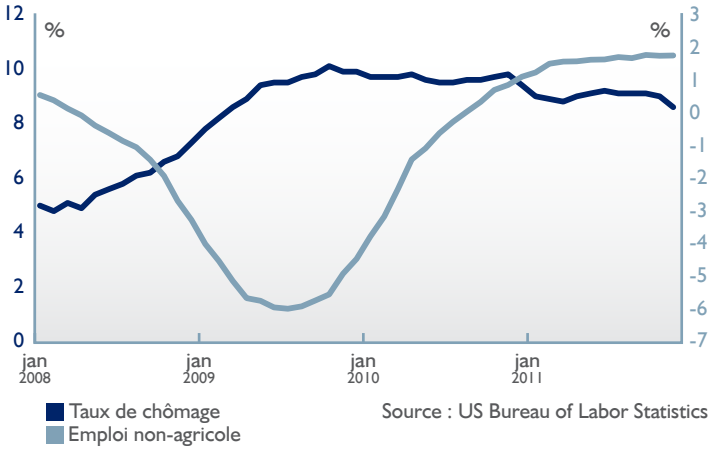
Retour

Les données économiques les plus récentes indiquent que la reprise se raffermit. L'emploi continue de progresser et le taux de chômage diminue graduellement. Bien qu'il soit loin d'être sorti du bois, le marché de l'habitation semble du moins se stabiliser. Tout cela se traduit par l'amélioration de la confiance des consommateurs, un élément indispensable à une reprise économique durable.

L'emploi continue à progresser

L'emploi a augmenté de 120 000 en novembre, alors que 140 000 postes ont été créés dans le secteur privé et que le secteur public en perdait 20 000. Le taux de chômage a reculé de 0,4 point de pourcentage pour s'établir à 8,6 %, soit le taux le plus bas depuis mars 2009. Le secteur privé a gagné 156 000 postes par mois, en moyenne, depuis le début de 2011. Le marché du travail se remet lentement mais sûrement de la récession, ce qui devrait se traduire par un raffermissement de la croissance économique dans les prochains mois. ▼

Croissance annuelle de l'emploi et taux de chômage



Le marché du logement reste stable

Les mises en chantier, qui avaient progressé de 7,7 % en septembre par rapport au mois précédent, on reculé de seulement 0,3 % en octobre. Les mises en chantier de maisons individuelles se sont accrues de 3,9 %, alors que celles des logements collectifs diminuaient de 13,3 %. La valeur des permis de bâtir a pour sa part augmenté de 10,9 % en octobre, ce qui est de bon augure pour les mises en chantier en novembre. Par ailleurs, après une baisse de 3,0 % en septembre, les ventes de maisons existantes ont augmenté de 1,4 % en octobre. Au rythme actuel des ventes, le stock de maisons s'établit à 8,0 mois. Selon le National Association of Realtor's, le marché de la revente stagne en dépit des nombreux facteurs qui devraient favoriser les ventes, tels que l'augmentation de l'emploi, la hausse des loyers et l'abordabilité des maisons (bas prix et taux hypothécaires faibles), car les conditions de crédit demeurent sévères.

La confiance des consommateurs rebondit

La croissance des dépenses de consommation réelles a ralenti, passant de 0,5 % en septembre à un maigre 0,1 % en octobre. Cependant, l'indice de confiance des consommateurs du Conference Board a bondi de 15,1 points en novembre. La composante liée à la situation actuelle est passée de 27,1 à 38,3, alors que celle qui est liée aux anticipations a augmenté de 50,0 à 67,8. L'appréhension des consommateurs vis-à-vis le climat des affaires et les perspectives d'emploi et de revenu s'est considérablement atténuée. Cela laisse présager une accélération des dépenses de consommation au cours des prochains mois. ■

LES TAUX D'INTÉRÊT

Retour

Le taux directeur devrait rester inchangé jusqu'en 2013

Lors de sa prochaine décision de politique monétaire, le 8 décembre, la Banque du Canada laissera sans aucun doute le taux directeur inchangé à 1,0 %. Bien que dans un récent discours, le gouverneur de la banque centrale ait reconnu que les données les plus récentes laissent croire que la croissance économique au deuxième semestre sera plus forte que prévu dans le Rapport sur la politique monétaire d'octobre, la Banque n'anticipe pas de remontée des pressions inflationnistes avant longtemps. Une opinion que partagent la majorité des prévisionnistes, car le Consensus fait état d'un taux directeur constant jusqu'à la fin de 2012. Par ailleurs, le taux directeur de la Réserve fédérale devrait demeurer inchangé jusqu'à la mi-2013, de sorte que l'écart entre les taux directeurs canadien et américain devrait également rester stable jusqu'à la fin de l'an prochain. ■

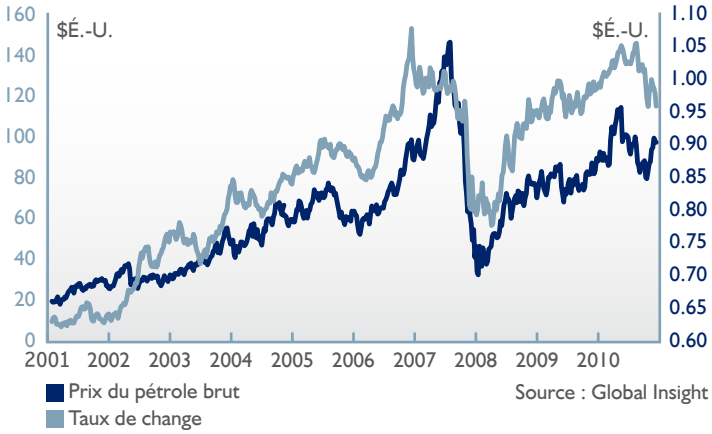
PÉTROLE ET DOLLAR CANADIEN

Retour

Le prix du pétrole remonte et le dollar canadien reste volatile

Plusieurs facteurs ont contribué à la remontée récente du prix du pétrole : l'amélioration de la confiance des consommateurs américains, le regain d'optimisme face à la crise européenne, nourri par les rumeurs d'un plan d'aide du FMI à l'Italie, et la montée des tensions entre les pays occidentaux et l'Iran, soupçonnée de travailler à la mise au point de l'arme atomique. L'Iran est le deuxième pays producteur de l'OPEP et contrôle le détroit d'Ormuz par lequel transite près de 40 % du trafic maritime pétrolier mondial. Pour sa part, le dollar canadien a continué à fluctuer au cours des dernières semaines. ■

Prix du pétrole brut et taux de change Canada — États-Unis



CONDITIONS DU CRÉDIT AUX ENTREPRISES

Retour

Le crédit consenti par les banques aux entreprises diminue, mais reste abordable

Le crédit consenti aux entreprises par les banques à charte a diminué de 9,0 % en octobre par rapport au mois précédent. La baisse est entièrement attribuable au crédit à court-terme, qui a reculé de 11,3 %, alors que le crédit à long-terme progressait de 6,5 %. Pour la première fois en près de deux ans, la croissance annuelle du crédit consenti par les banques aux entreprises a baissé, passant de 8,3 % en septembre à 7,4 % en octobre. À 3,5 %, le taux d'intérêt effectif pour les entreprises, une moyenne pondérée de divers taux d'intérêt bancaires et de taux d'intérêt des marchés applicables à de nouveaux prêts consentis à des entreprises non financières, reste abordable. ■

Taux d'intérêt effectif pour les entreprises

Source : Banque du Canada

INDICATEURS CLÉS — CANADA

Retour

Indicateurs clés — Canada	Passé				2011				Plus récent		Prévisions	
	2007	2008	2009	2010	T1	T2	T3	T4			2011	2012
PIB réel (% croissance)	2,2	0,7	-2,8	3,2	3,5	-0,5	3,5		Sept	0,2	2,3	2,0
Dépenses en machinerie & équipement (% croissance)	4,2	-0,5	-19,5	11,8	14,5	32,7	-11,0				16,3	7,4
Profits des sociétés avant impôts (% croissance)	1,9	11,0	-33,1	21,2	20,5	-7,8	18,1				12,3	5,1
Production industrielle (% croissance)	-0,5	-3,1	-9,5	4,9	7,0	-3,8	7,3		Sept	0,6	3,1	2,9
Prix des produits industriels (% croissance)	1,5	4,3	-3,5	1,0	9,6	5,4	-0,3		Oct	-0,1	4,3	2,4
Construction non-résidentielle (% croissance)	2,3	7,9	-22,2	2,8	10,3	-0,9	4,4					
Mises en chantier (' 000 unités)	229	212	149	192	178	192	205		Oct	208	190	180
Dépenses personnelles (% croissance)	4,6	3,0	0,4	3,3	-0,1	2,1	1,2				1,9	2,0
Prix à la consommation (% croissance)	2,1	2,4	0,3	1,8	3,6	3,1	1,1		Oct	0,2	2,8	2,0
Emploi (% croissance)	2,4	1,7	-1,6	1,4	2,4	2,0	1,2		Nov	-0,1		
Taux de chômage (%)	6,0	6,1	8,3	-3,1	7,8	7,5	7,2		Nov	7,4	7,4	7,2
Indice de confiance des PME (FCEI)	67,2	56,1	57,7	66,7	69,2	68,0	64,2		Oct	63,6		
Indice de confiance des manufacturiers (FCEI)	68,8	52,7	56,0	68,6	72,6	71,0	63,5		Oct	61,7		

Sources : Statistique Canada, Consensus Economics et Fédération canadienne de l'entreprise indépendante. Taux de croissance annuel, taux de croissance trimestriel à taux annuel et taux de croissance mensuel.